|  |
| --- |
| **RAPPORT D’EVALUATION DU NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ISSUES DES ETATS GENERAUX DE LA JUSTICE TENUS A GITEGA DU 02 au 09 AOUT 2013**  **Version de Juillet 2018** |

**I.INTRODUCTION ET CONTEXTE**

Une période de cinq ans vient de passer après que, sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur le Président de la République et Magistrat Suprême, se sont tenus à Gitega, au Grand Séminaire Jean Paul 2, les Etats Généraux de la Justice au Burundi (c’était du 05 au 9 août 2013). Ce grand forum dans l’histoire de la justice au Burundi a vu la participation de plus de 500 personnes venues des secteurs diversifiés : milieu politique et diplomatique, profession juridique et judiciaire, administration, système de nations unies, agences de coopération et organisations non gouvernementales internationales et nationales, confessions religieuses et professionnels des média.

Les assises des Etats généraux de la Justice au Burundi ont permis de disséquer à fond le secteur clé de la justice (colonne vertébrale de la société) complétant ainsi d’autres analyses antérieures du secteur notamment l’Accord d’Arusha pour la paix et la réconciliation.

Ce forum de haut niveau a abouti à la formulation des recommandations innovantes ayant trait notamment à l’indépendance de la magistrature/responsabilité du juge, au fonctionnement du système judiciaire, à l’amélioration de la chaine pénale, à l’amélioration de l’administration pénitentiaire et des conditions de détention, à l’accès à la justice, à la gestion des ressources humaines et professionnalisation de la magistrature, à la justice sociale et commerciale, à l’allocation des ressources financières et financement de la Justice , etc. Certaines recommandations avaient fait l’objet d’un consensus tandis que d’autres restaient au niveau des opinions.

La mise en place d’un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des recommandations qui serait doté d’un plan d’action et d’un budget de fonctionnement figurait parmi les recommandations des Etats Généraux de la Justice.

Par ordonnance ministérielle n° 550/182 du 10 février 2014, un premier comité composé de neuf membres issus de la justice et des organisations partenaires a été mis en place. Cependant, à la suite du contexte tendu autour des élections de 2015, ce comité n’a pas fonctionné surtout que la plupart des membres issus des partenaires n’étaient plus là.

En date du 8 juin 2018, le Ministre de la Justice, de la protection civique et garde des sceaux, a mis en place (désignation no 550/816/CAB/2018) un autre comité de neuf membres pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations des Etats généraux de la Justice. Ce comité qui est composé de hauts cadres du secteur judiciaire et qui comprend également quelques membres du premier comité a comme cahier de charge : i) de faire un état des lieux de la mise en œuvre des recommandations des Etats généraux de la Justice tenues en 2013, ii) de proposer une feuille de route pour la mise en œuvre effective des recommandations des Etats généraux de la Justice et iii) d’initier et d’opérationnaliser des mécanismes de suivi évaluation de la mise en œuvre des recommandations des Etats généraux de la Justice

A l’issue de plusieurs séances de travail à Bujumbura et d’une retraite tenue à Gitega du 6 au 10 aout 2018 ( avec l’appui financier du PNUD) , le comité a dans un premier temps jugé prioritaire de faire la synthèse des recommandations issues des Etats Généraux de la Justice tenus à Gitega du 05 au 09 Aout 2013 en vue de faciliter leur publication. Une synthèse de 104 recommandations a été dressée constituant ainsi la version officielle des recommandations issues des Etats généraux de la Justice.

En deuxième temps le comité s’est attelé, de manière participative, à l’évaluation de l’état de mise en œuvre de chaque recommandation en indiquant ce qui a été déjà fait et les aspects non abordés. Pour les recommandations déjà mises en œuvre partiellement ou totalement, le comité a veillé à indiquer les références qui servent d’évidences. Pour les gaps /écarts, le comité a essayé d’analyser les facteurs ou obstacles pouvant justifier cette situation tout en mettant en évidence les défis restants et les propositions de solutions possibles.

De manière consensuelle et objectif, le comité a attribué un score (pourcentage) du niveau de mise en œuvre de chaque recommandation. Ces différents scores ont permis d’établir le taux global du niveau de réalisation de toutes les recommandations.

Le tableau développé ci après dresse un détail le bilan exhaustif de mise en œuvre de chaque recommandation sortie des États Généraux de la Justice.

A La fin du tableau, il est proposé une conclusion générale qui donne une appréciation globale des progrès accomplis et une indication sur les prochaines étapes

**II.BILAN EXHAUSSIF DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DES EGJ (situation de Juillet 2018)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **THEME 1 :** |  | **INDEPENDANCE DE LA MAGISTRATURE ET LA RESPONSABILITE DU JUGE** |   |   |  |
| **Recommandations**  | **Type** | **Niveau de mise en œuvre**  | **Observations**  | **Evidence**  | **Défis**  | **Propositions** |
|   | 100% | 75% | 50% | 25% | 0% |   |   |   |  |
| 1.Revoir la composition et le mode de désignation des membres du CSM ainsi que de son bureau. | Strat |   | 75% |   |   |   | Les participants n'ont pas pu dégager un consensus sur la composition du bureau du CSM. Quant à la composition et au mode de désignation des membres du CSM, la question a été réglée par la Constitution de 2018 qui prévoit un CSM et un Conseil des Parquets, cette séparation vient renforcer l'indépendance de la magistrature. | Constitution de 2018  | Absence du cadre légal prévu par la constitution | Mise en place du cadre légal prévu par la Constitution (lois organiques sur le CSM et le Conseil des parquets) |
| 2. Présentation par le CSM d’un rapport semestriel au Parlement et au Gouvernement sur l’état de la justice et publication du rapport dans un bulletin officiel.  | Strat |   |   |   |   | 0% | La recommandation est pertinente. Cependant contrairement à la recommandation, le Conseil doit présenter le rapport au Parlement avec copie au Gouvernement. |   | La loi est muette quant au destinataire du rapport | Il faut réviser la loi sur le conseil et préciser que le rapport doit être annuel et présenté au Parlement. La loi doit aussi préciser les modalités de présentation de ce rapport. |
| 3. Publication trimestrielle des statistiques judiciaires par l’inspection générale de la justice.  | Op |   | 75% |   |   |   | Tous les rapports ont été produits sauf pour l'année 2017 et 2018 | Annuaires statistiques des années 2014 à 2016 | Inadaptation de l'outil de collecte des données | Compte tenu de la procédure de collecte des données, le rapport devait être semestriel |
| 4. Analyse et évaluation de la qualité des arrêts et jugements par l’Inspection générale de la Justice.  | Op |   |   |   |   | 0% | Cette recommandation est pertinente. Néanmoins cette mission ne rentre pas dans les attributions de l'IGJ. |   | Absence du cadre légal | Révision du décret portant organisation du Ministère de la Justice |
| 5. Amendement de l’article 44 de la loi régissant la Cour Suprême pour ajouter sur la liste des causes qui fondent la révision les erreurs de droit. | Strat |   |   | 50% |   |   | La loi régissant la Cour Suprême est en cours de révision.  | Une commission chargée de la rédaction de l'avant projet de portant révision de loi régissant la Cour Suprême a été mise en place en date du 05/12/2015 et a déjà produit un rapport provisoire |   | Intégration de la recommandation dans le projet de loi |
| 6. Il faut une large campagne d’éducation civique pour sensibiliser toute la population sur les méfaits de la corruption et les sanctions qui sont infligées aux corrupteurs et aux corrompus.  | OP |   | 75% |   |   |   |   | Les procès verbaux des réunions de service, les discours du Ministre ayant la Justice dans ses attributions |   |   |
| 7. Améliorer les conditions de vie des magistrats pour les mettre à l’abri de toute forme de sollicitation et d’incitation à des actes de corruption |  |   |   |   | 25% |   |   | Un avant projet de loi portant révision du statut des magistrats est disponible. |   |   |
|  8. Rendre opérationnels les différents comités de lutte contre la corruption élus au niveau des services du Ministère de la Justice et des institutions judiciaires. | Op |   |   |   | 25% |   |   | Existence d'un plan stratégique et d'un plan d'action | Départ de certains membres du comité de suivi au niveau central  | Redynamiser les comités de lutte contre la corruption dans tous les services |
| 9. Mettre à la disposition des justiciables des boîtes à suggestion pour leur permettre de dénoncer confidentiellement les cas de magistrats soupçonnés des actes de corruption.  |  |   |   | 25% |   |   |   | Existence des boîtes à suggestion dans certains services |   | ordonner les chefs de service de mettre en place les boîtes à suggestion |
| 10 .Recrutement des magistrats et du personnel judiciaire sur concours piloté par le Conseil Supérieur de la Magistrature et assisté techniquement par le CFPJ;  | Strat |   |   | 50% |   |   |   | Existence d'outils pour l'organisation du concours. En 2014 et 2015 les magistrats ont été recrutés sur concours | Absence d'autorisation de recrutement de nouveaux magistrats faute de budget | Autoriser le recrutement du personnel et création d'une ligne budgétaire au sein du Ministère affecté au financement du processus de recrutement.  |
| 11. Révision du statut des magistrats et mise en application du statut des agents de l’ordre judiciaire.  |  |   |   | 50% |   |   |   | Existence d'un avant projet de loi portant révision du statut des magistrats |   |   |
| 12. Déblocage de la carrière des magistrats pour que leur traitement corresponde à leurs grades statutaires.  | Strat |   |   |   | 25% |   |   | L'Avant projet de la loi portant révision du statut des magistrats intègre cet aspect. | La loi portant statut des magistrats est lacunaire | Accélérer le processus de révision du statut des magistrats  |
| 13. Instaurer une assistance obligatoire par un avocat pour toute procédure de cassation.  | op |   |   |   |   | 0% |   |   |   | Intégrer la recommandation dans le projet de loi portant révision de la loi régissant la Cour Suprême |
| 14 .Doter le système judiciaire d’un budget propre géré au niveau du Secrétariat Général de la Cour Suprême. | Strat |   |   |   | 25% |   | La recommandation concourt au renforcement de l'indépendance de la magistrature |   |   | Accélérer le processus de révision de la loi régissant la Cour Suprême en intégrant que le Président de la Cour Suprême est l'ordonnateur principal des finances de la Cour Suprême et des juridictions inférieures, de même pour le PGR vis-à-vis des services du MP |
| 15. Mener une étude diagnostique pour analyser à fond les causes réelles des arriérés judiciaires.  | Op |   |   |   | 25% |   |  Des initiatives du Ministère ont été prises pour identifier les causes des arriérés judiciaires ce qui a conduit à réaliser notamment les actions suivantes: campagne d'exécution des jugements en 2014, 2015, 2017 et 2018; création de nouvelles juridictions, réforme sur la compétence des Cours d'appel en matière des terres rurales non enregistrées... |   |   | Nécessité de mener l'étude approfondie |
| 16. Le Président de la Cour Suprême devrait être élu par ses pairs pour un mandat de six ans non renouvelable selon les modalités déterminées par une loi. |  |   |   |   |   | 0% |   |   | Absence du cadre légal | Il faut que la loi régissant la Cour Suprême intègre cette recommandation |
| 17. Sur le plan protocolaire, le Président de la Cour Suprême vient après le Président de la République, le Président de l’Assemblé Nationale et le Président du Sénat. Le Président de la Cour Constitutionnelle prend rang directement après le Président de la Cour Suprême. Quant au Procureur Général de la République il vient directement après les membres du Gouvernement |  |   |   |   | 25% |   | Changement positif au niveau pratique | Cérémonies officielles | le cadre légal n'a pas été révisé | Intégrer le rang protocolaire du Président de la Cour Suprême et de tous les Magistrats dans le décret sur le rang protocolaire |
| **THEME 2 :** |  | **FONCTIONNEMENT DU SYSTEME JUDICIAIRE BURUNDAIS**  |   |   |  |
| **Recommandations**  | **Type**  | **Niveau de mise en œuvre**  | **Observations**  | **Evidence**  | **Defis**  | **Propositions** |
|   | 100% | 75% | 50% | 25% | 0% |   |   |   |  |
| 18 .Mettre en place une loi sur l’huissariat; | strat |   |   | 50% |   |   |   | un avant projet de loi est en cours d'élaboration |   | Finaliser le processus d'adoption de la loi |
| 19 .Mise en place d’une loi portant sur l’action récursoire des préposés de l’Etat. |   | 100% |   |   |   |   |   | La loi a été promulguée |   |   |
| 20 .Mettre en place d'une loi relative à la protection des victimes et des témoins |   | 100% |   |   |   |   |   | La loi N°1/04 du 27 juin 2016 |   |   |
| 21. Créer un barreau près la Chambre de cassation de la Cour Suprême ; |   |   |   |   |   | 0% |   |   | Absence de cadre légal | la loi régissant la profession d'avocat pourrait intégrer cet aspect |
| 22. Créer un fonds d’assistance juridique et judiciaire pour les indigents ; |   |   |   | 50% |   |   |   | Existence d'une ligne budgétaire au sein du budget du Ministère. La stratégie national d'aide légal prévoit comment ce fond est géré. |   |   |
| 23 .Mettre en place une loi régissant les juridictions / magistrats militaires conformément à l’article 3 du Code de l’organisation et de la compétence judiciaires.  |   |   |   |   |   | 0% |   |   |   |   |
| **THEME 3 :** |  | **CHAINE PENALE**  |   |   |  |
| **Recommandations**  |  | **Niveau de mise en œuvre**  | **Observations**  | **Evidence**  | **Défis**  | **Propositions** |
|  Type | 100% | 75% | 50% | 25% | 0% |   |   |   |  |
| 24. Mise en place d’un service socio- judiciaire ; |  | 100% |   |   |   |   |  Il existe le service social et le service juridique au niveau de toutes les prisons.  | Ordonnances de nomination des responsables des services sociaux et juridiques |   |   |
| 25. Création des centres de rééducation pour mineurs au niveau des provinces et des institutions d’accueil ou de placement des mineurs en conflit avec la loi. | Op |   | 75% |   |   |   | Deux centres ont été créés à RUMONGE et à RUYIGI et un quartier pour mineur a été aménagé à la prison femme de NGOZI pour des filles mineures. En effet, les délinquants mineurs sont moins nombreux, il n'est donc pas nécessaire pour le moment de créer des centres dans tout le pays. | Deux centres ont été créés à RUMONGE et à RUYIGI par Ordonnance N°550/663 du 17 avril 2015 |   |   |
| 26. Mise en place d’une Ordonnance Ministérielle précisant la composition du siège pour les chambres spéciales pour mineurs et nommant les membres deces chambres | Op | 100% |   |   |   |   |   |   |   |   |
|  27.Harmoniser les réquisitions pour qu’il n’y ait plus de sanctions disproportionnées pour les mêmes faits. | Op |   |   |   |   | 0% | La recommandation est mal venue. En effet, c'est le juge qui tranche et non le Ministère public.  |   |   |   |
| 28.Créer un fond d’indemnisation des victimes en cas d’insolvabilité de l’auteur de l’infraction | Op |   |   |   |   | 0% | La recommandation devait viser prioritairement les infractions commises par les préposés de l'Etat |   |   | Mener une étude de faisabilité |
| 29. Moderniser, informatiser et décentraliser le service d’identification. | Op |   |   |   |   | 0% |   |   |   |   |
| 30. Créer une filière de formation des OPJ au sein de l’institut supérieur de la Police |   | 100% |   |   |   |   |   |   |   |   |
| 31. Habiliter les militaires à la qualité d’OPJ à compétence restreinte pour enquêter sur les infractions militaires commises par les militaires. |   |   |   |   |   |   | La mise en application de la recommandation implique au premier chef le Ministère de la Défense Nationale et des anciens combattants |   |   | Le Procureur Général de la République devait s'assurer de la mise en œuvre de la recommandation |
| 32. Equiper les parquets des appareils pour photographier les détenus dès le début des enquêtes afin de mieux les identifier |   |   |   |   |   | 0% |   | Problème budgétaire |   | Le Procureur Général de la République devait faire un devis estimatif  |
| 33. Systématiser l’archivage et informatiser les services judiciaires pour mettre de l’ordre dans les dossiers |  Strat |  |   |  50% |  |   |  Le classement et l'archivage physique des dossiers se sont améliorés dans la plupart des services judiciaires, les dossiers VBG et mineurs sont classés dans des fardes de couleur spécifique | Problème d'espace, un manque d'étagères et d'ordinateurs. |   |   |
| 34. Réviser le code pénal militaire qui prévoit encore notamment la peine de mort. | strat |   |   |   |   | 0% |   |   |   | Le Ministère de la Défense devait initier la révision du Code |
| 35. Opérationnaliser les services d’accueil et d’orientation) | strat |   | 75%  |  |   |   |   | Ordonnance portant création des bureaux d'accueil  |   |   |
| 36. Nourrir les retenus dans les cachots. |   |   |   |   |   | 0% | la mise en application de la recommandation implique le Ministère de la sécurité publique |   |   | Lors de ses missions d'inspection, le Ministère public devait s'assurer que les retenus sont nourris. |
| 37.Réforme du système de détention par la construction et réhabilitation des cachots suivant les standards internationaux  | strat |   |   |   | 25% |   | Avec l'appui des partenaires des cachots ont été construits dans les provinces de NGOZI,BUBANZA, MAKAMBA et RUMONGE | Les cachots dans les provinces de NGOZI,BUBANZA, MAKAMBA et RUMONGE |   | Poursuivre la construction et la réhabilitation des cachots suivant les standards internationaux dans toutes les provinces |
| 38.Construire des prisons dans les provinces qui n’en disposent pas. | strat |   |   |   | 25% |   | Sur les huit provinces sans prisons, deux disposent déjà des terrains et les plans de construction sont disponibles. Il s'agit des provinces de CIBITOKE et de KARUZI |   | Insuffisance de budget et terrain non encore mis à disposition du Ministère. | Le Ministère de la Justice devrait continuer les plaidoyers auprès du Gouvernement et ses PTFs . |
| 39. Moderniser le système d’inspection des cachots par l’informatisation | strat |   |   |   |   | 0% |   |   | Insuffisance de budget  | Mobiliser les ressources |
| 40. Construire et équiper un laboratoire scientifique pour analyser les indices ; | strat |   |   |   |   | 0% | La mise en œuvre de la recommandation implique au premier chef le Ministère en charge de la sécurité publique |   |   | Le Ministère de la Justice collabore pour la mise en œuvre de la recommandation |
| 41. Former les OPJ en matière de police scientifique  | strat |   |   | 50% |   |   | La mise en œuvre de la recommandation implique au premier chef le Ministère en charge de la sécurité publique | Existence d'un module de formation. Une formation des formateurs a été déjà dispensée en 2014 | Le CFPJ devait s'approprier du module pour former les magistrats |   |
|  42. Réformer la législation sur les saisies | strat |   |   |   | 25% |   |   | Existence d'un avant projet de loi  |   |   |
| 43. Construire et réhabiliter les bâtiments abritant les juridictions et parquets. | strat |   |   | 50% |   |   |   | Des TR ont été construits notamment à GITOBE, KAYANZA, BUKEMBA, MATANA, RUTOVU , VYANDA.. Et des TGI et Parquets ont été réhabilités notamment à BUBANZA, MUYINGA, BURURI, GITEGA… |   |   |
| 44. Informatiser les services judiciaires. Archivage électronique des dossiers du service des Titres fonciers | strat |   |   |   | 25% |   | Quelques ordinateurs ont été distribués dans les services judiciaires, le logiciel VBG et la base des données du CEDJ sont installés dans les services judiciaires. Une mise en ligne des procédures usuelles est en cours de développement (Portail ISOKO) |   | Absence d'une étude de faisabilité | Mener une étude de faisabilité. |
|  45. Interconnecter les services de l’Interpol I/24/7 du système de communication policière mondiale, avec d’autres services chargés de l’application de la loi pour un contrôle plus efficace des criminels recherchés par l’Interpol | strat |   |   |   |   | 0% | la mise en œuvre de la recommandation implique au premier chef le Ministère en charge de la sécurité publique |   |   | le Procureur Général de la République collabore pour la mise en œuvre de la recommandation |
| 46. Créer un département de protection judiciaire de l’enfant au sein du Ministère de la justice ; | strat |   |   | 50% |   |   |   | Le projet de décret portant réorganisation du Ministère de la justice prévoit un service chargé de la protection judiciaire de l'enfant |   |   |
| 47. Recruter les travailleurs sociaux propres au Ministère de la justice ; | strat |   |   |   |   | 0% |   |   | Insuffisance du budget pour le recrutement | Mobiliser les ressources |
| 48. Intégrer un module de formation sur les droits de l’enfant dans les centres de formation de la police et de la magistrature ; | strat |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| 49. Elaborer et promulguer un code de protection de l’enfant | strat |   |   |   |   | 0% | le processus d'élaboration d'un avant projet avait démarré mais n'a pas continué. |   |   | Il faut relancer le processus  |
| 50. Renforcer les itinérances en attendant la construction des prisons dans les ressorts judiciaires où il n’y en a pas | op | 100% |   |   |   |   |   | Les chronogrammes et les rapports de mission sont disponibles  |   |   |
| 51. Créer une autre Cour d’appel pour désengorger la cour d’appel de Bujumbura | strat | 100% |   |   |   |   |   | Création de la Cour d'appel de BURURI et son Parquet Général par le Décret N°100/140 du 09 juin 2014 . |   |   |
| 52. Privilégier les peines alternatives à l’emprisonnement ; | Op |   |   |   | 25% |   | des initiatives ont été prises dans le but de faciliter l'application des peines alternatives à l'emprisonnement : des campagnes de sensibilisation des acteurs judiciaires ont été menées par le Ministre ayant la justice dans ses attributions, le nouveau code pénal donne le catalogue des mesures alternatives  |   | Absence des mécanismes d'exécution de certaines mesures alternatives à l'emprisonnement comme le TIG | Organiser une réunion de tous les intervenants pour définir les mécanismes d'exécution des mesures alternatives à l'emprisonnement, notamment le Min justice, Min intérieur, Min sécurité p… |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **THEME 4 :** |  | **ADMINISTRATION PENITENTAIRE**  |   |   |  |
| **Recommandations** | **Type** | **Niveau de mise en œuvre**  | **Observations**  | **Evidence**  | **Défis**  | **Propositions** |
|   | 100% | 75% | 50% | 25% | 0% |   |   |   |  |
| 53. Concevoir une politique pénitentiaire. | strat | 100% |   |   |   |   |   | Existence d'un document validé |   |   |
| 54. Mettre en place un cadre légal conforme aux standards internationaux. | strat |   |   |   |   |  0% | La recommandation n'est pas précise |   |   |   |
| 55. Développer l’autosuffisance des prisons. | strat |   |   |   | 25% |   | Certaines prisons pratiquent des activités d'autofinancement comme l'agriculture, la menuiserie, la couture... notamment la prison de Rumonge, la Prison de NGOZI. Des directeurs des prisons ont effectuées des missions à l'étranger pour un échange d'expérience |   | Exigüité des terrains à cultiver, insuffisance du budget | Mobiliser les ressources |
| 56. Doter les prisons de véhicules d’escorte | op |   |   |   |   | 0% |   |   | Insuffisance du budget | Mobiliser les ressources |
| 57. Doter les établissements pénitentiaires d’équipements de sécurité (équipements de prévention des catastrophes comme les bouches d’incendie, extincteurs, formations aux premiers secours de détenus, gestion des incidents, détecteurs de métaux, etc.) et de surveillance à distance. | op |   |   |   |   | 0% |   |   | Insuffisance du budget | mobiliser les ressources |
| 58. Développer des stratégies de gestion des détenus à risque (cf. master plan et les ressources humaines). | op |   |   |   |   | 0% |   |   | Absence de stratégie de détection et de maîtrise | Mener une étude de faisabilité |
| 59. Créer un corps de surveillance pénitentiaire. | strat |   |   |   | 25% |   | La politique pénitentiaire de 2017 prévoit la création du corps des surveillants |   | Absence d'un cadre légal | Mise en place d'un cadre légal et mobilisation des ressources |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **THEME 5 :** |  | **ACCES A LA JUSTICE**  |   |   |  |
| **Recommandations**  | **Type** | **Niveau de mise en œuvre**  | **Observations**  | **Evidence**  | **Défis**  | **Propositions** |
|   | 100% | 75% | 50% | 25% | 0% |   |   |   |  |
| 60. Mettre en place des canaux d’information sur le fonctionnement de la justice. (émission hebdomadaire radiodiffusée)  | Op |   |   | 50% |   |   | Il existe une cellule de communication au sein du cabinet du Ministre de la Justice. Le Ministère a conclu un accord de partenariat avec certains média |   | Insuffisance de budget | Mobiliser les ressources |
|  61. Créer une radio « justice » à l’instar de la radio scolaire Nderagakura; | op |   |   |   |   | 0% |   |   | Absence d'un cadre et un budget adéquat | Mener une étude de faisabilité, mise en place d'un cadre légal et mobilisation des ressources |
| 62. Publier régulièrement la revue de la jurisprudence de la Cour Suprême; | op |   |   |   |   | 0% |   |   | Inexistence de jurisprudence de la Cour Suprême | création de la jurisprudence |
|  63. Subventionner le BOB pour le rendre plus accessible. | op |   |   |   |   |   | La recommandation n'est pas pertinente les BOB sortent régulièrement et sont accessibles. Il existe aussi une base des données législatives qui est accessible aux usagers du droit |   |   |   |
| 64. Renforcer la coordination des intervenants en matière d’aide légale; | op |   |   |   | 25% |   | Les intervenants sont déjà identifiés et leurs zones d'intervention sont convenues à travers les protocoles d'exécution signés avec le Ministère de la Justice |   | Absence de cartographie actualisée, faible régularité des réunions | Faire une cartographie actualisée, tenir régulièrement des réunions de coordination |
|  65. Poursuivre, finaliser, valider et opérationnaliser la stratégie nationale d’aide légale,  | strat |   |   | 50% |   |   | La stratégie a été validée et signée, vulgarisée, CAJ mise en place et opérationnelle. Un certain nombre de mécanismes prévus dans la stratégie ne sont pas encore mis en place faute de ressources suffisantes | Document de la stratégie, ordonnance portant mise en place des CAJ | Forte demande d'assistance  | Mobiliser les ressources |
| 66. Finaliser le cadre juridique en matière d’aide légale ; | strat |   |   | 50% |   |   | Existence d'un avant projet de loi | Avant projet de loi disponible | Absence de séance de concertation | Poursuivre le processus et organiser des séances de concertation |
| 67. Décentraliser le greffe de la Cour Suprême et multiplier les itinérances de la Cour  | op |   | 75% |   |   |   | la recommandation relative à la décentralisation du greffe de la Cour n'est pas pertinente tandis que celle relative aux itinérances est intéressante. Ainsi des itinérances ont été organisées. |   |   |   |
| 68. Créer un 2ème TGI et son Parquet en Mairie de Bujumbura; | strat | 100% |   |   |   |   |   |   |   |   |
| 69. Créer une Cour d’Appel à Bururi. | strat | 100% |   |   |   |   |   |   |   |   |
| 70. Renforcer les capacités et la discipline des Avocats | op |   |   | 50% |   |   | Des séances de formation ont été organisées par le CFPJ et le Conseil de l'ordre |   |   | Multiplier les séances  |
| **THEME 6 :** |  |   **GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS DE LA JUSTICE**  |
| **Recommandations**  | **Type** | **Niveau de mise en œuvre**  | **Observations**  | **Evidence**  | **Défis**  | **Propositions** |
|   | 100% | 75% | 50% | 25% | 0% |   |   |   |  |
| 71. Exigence d’un diplôme de licence en droit pour les magistrats des Tribunaux de résidence ; | strat |   |   |   | 25% |   | cette exigence a été intégrée dans le projet de statuts des magistrats  | projet de statuts  |   | Accélérer le processus d'adoption et de promulgation du projet de statuts des Mgts  |
| 72. Définition d’une politique de correction des déséquilibres ethniques dans le secteur judiciaire  | strat |   | 75% |   |   |   | Les quotas ethniques au niveau de la magistrature ont été intégrés dans la nouvelle constitution  | La nouvelle constitution ( art )  |   | Application effective  |
|  73. Promotion de fonction : objectif de correction des déséquilibres ethniques en tenant compte autant que possible de l’ancienneté et de la compétence | strat | 100% |   |   |   |   | Les propositions de nomination respectent ce principe et le sénat en assure le contrôle  | Les différents actes de promotion |   |   |
| 74. Actualisation annuelle des grades ;  | op | 100% |   |   |   |   | Le CSM tient régulièrement les réunions et les décisions sont régulières  | fichier du personnel performant à la Dirog  |   |   |
|  76. Etablissement et transmission au CSM de la liste d’avancement au grade dans les délais prescrits par les textes en vigueur ;  | op | 100% |   |   |   |   | Les décisions du CSM relatives aux avancements de grades sont régulières  | les différentes décisions du CSM |   |   |
| 77. Communiquer à chaque magistrat sa situation statutaire au plus tard dans les 45 jours suivants la décision d’avancement ; | op |   | 75% |   |   |   | La direction de l'organisation judiciaire prépare les correspondances mais la transmission des courriers est à améliorer  |   | Moyens de communication insuffisants  | Amélioration de la transmission des courriers  |
|  78 .Harmonisation des traitements entre les trois pouvoirs constitutionnels ; | strat |   |   |   |   | 0% | cette question devrait être précisée au niveau de la loi sur la CS et le statut des Magistrats  |   | Pléthore de mgts à la cour suprême et de conseillers au cabinet/inspecteurs  | Accélérer l'adoption de la loi sur la cour Supreme et le statut des Mgts , réduire le nombre d'assimilés/conseillers du cabinet à nommer par décret  |
|   79. Création d’un bureau central de traitement pour les magistrats qui sera placé au secrétariat général de la CS à l’instar du législatif, de l’armée et de la police ; | strat |   |   |   | 25% |   | Cet aspect a été intégré dans le projet de loi sur la cour Suprême  | projet de loi sur la CS  |   | Accélérer l'adoption de la loi sur la cour Supreme  |
|   80. Tenir compte du dernier salaire brut dans le calcul de la pension ; | strat |   |   |   |   | 0% | La mise en œuvre de cette recommandation est techniquement impossible tant que la structure salariale des magistrats reste inchangée  |   | Le salaire actuel des magistrats est fait principalement des primes et indemnités qui sont aléatoires  | Le statut des magistrats devrait intégrer certaines primes et indemnités dans le salaire de base  |
| 81. Redéploiement équitable des ressources humaines selon les besoins de la carte  | op |   |   | 50% |   |   | Le redéploiement est fait mais c'est un processus continu  | les décisions de mutation |   | commanditer une étude de faisabilité  |
| 82. Respect du principe de l’inamovibilité du juge ; | op | 100% |   |   |   |   | Le principe est respecté ; en cas de violation, le CSM analyse les recours y relatifs  |   |   | Sensibiliser les magistrats et le public sur l'étendue du principe de l'inamovibilité  |
| 83. Fixer un délai maximum de 3 mois pour que le CSM réponde au recours des magistrats | op | 100% |   |   |   |   | Même si ce délai n'est pas expressément prévu dans la loi sur le CSM , ce dernier traite les dossiers de recours avec célérité ( moins de trois mois ) |   | Pour les recours nécessitant des enquêtes, le délai de 3 mois peut être exceptionnellement dépassé  | Prévoir le délai de traitement des recours dans la loi sur le CSM |
| 84. Plan de renforcement de capacités du CSM  | op |   |   | 50% |   |   | Un draft de plan de réforme et de renforcement du conseil existe, il reste à le valider  | draft disponible  | Le plan de reforme et de renforcement des capacités du CSM n'est pas encore validé  | Reprendre le processus de finalisation et de validation du plan de réforme et de renforcement des capacités du CSM |
| 85. Droits de la défense garantis au magistrat poursuivi disciplinairement devant le CSM | op |   |   | 50% |   |   | Aujourd’hui, le CSM statue sur pièces. Mais dans certaines circonstances, le CSM fait des descentes, invite les concernés pour les entendre ect  | Rapport de descente  | Lacune de la loi sur le CSM | Garantir ce droit dans la loi sur le CSM en perspective  |
|  86. Les organes sanctionnant ne participent pas aux séances disciplinaires du CSM | op |   |   | 50% |   |   | Même si la loi sur le CSM ne le prévoit pas expressément, dans la pratique, les chefs de services concernés /membres du CSM se retire pendant la délibération |   | Lacune de la loi sur le CSM | La loi sur le CSM à intervenir devrait intégrer cet aspect  |
| 87. Création des chambres spécialisées au sein des juridictions de droit commun | op |   |   | 50% |   |   | Les chambres spéciales pour mineurs et VSBG ont été créées au niveau de tous les TGI et CA |   |   | Continuer le processus  |
|  88. Planifier la formation initiale et la formation continue des magistrats  | strat |   | 75% |   |   |   | Le CFPJ a élaboré un draft de plan de formation initiale et continue et planifie de le finaliser avec l'appui des experts de la Cote d'Ivoire  |   | Budget alloué au CFPJ dérisoire  | Accélérer la finalisation du plan, allouer plus de budget pour la formation  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **THEME 7 :** |  |   **JUSTICE SOCIALE ET COMMERCIALE**  |
| **Recommandations**  | **Type** | **Niveau de mise en œuvre**  | **Observations**  | **Evidence**  | **Défis**  | **Propositions** |
|   | 100% | 75% | 50% | 25% | 0% |   |   |   |  |
| 89.Revisiter l'arrêté royal de 1925 sur la vente par voie parée : l'adapter en tenant compte de la législation nationale , régionale et internationale  | strat |   |   | 50% |   |   | Une retraite sur la justice commerciale a été organisée par le Ministère de la Justice en 2017. Les conclusions de la retraite alimenteront la révision en concerne  |   |   |   |
| 90. Actualiser le code de procédure civile, le COCJ et le Code du Travail  | op |   |   | 50% |   |   | Le processus de révision du code de procédure civile et du code du travail a été entamé  |   | Le processus de révision du COCJ n'a pas encore commencé  | Accélérer le processus de révision du code de procédure civile, du code du travail et entamer celle du COCJ |
| 91. Codifier certains usages, coutumes et pratiques en matière commerciale  | strat |   |   |   |   | 0% |   |   |   | exploiter les réflexions menées au niveau du Doing business  |
| 92. Harmoniser la jurisprudence en matière d’allocation des dommages et intérêts (matières commerciales et sociales) | strat |   |   |   |   | 0% | Le constat est qu'il n'y a même pas de jurisprudence en la matière  |   | Ca fait un certain temps que la Cour Suprême n'initie pas de jurisprudence  | Initier la jurisprudence en matière de DI en matière sociale, commerciale (comme en toutes autres matières )  |
| 93. Revisiter le régime des pensions des magistrats et du personnel judiciaire  | strat |   |   |   | 25% |   | Le régime des pensions est bien intégrée dans le projet de loi sur les statuts des MgtS |   |   | ACcélerer le processus d'adoption du statut des Mgts |
| 94. Décentraliser les services des titres fonciers | op |   |   |   | 25% |   | La DTF a des bureaux régionaux à Gitega et à Ngozi  |   | Contrainte budgétaire  | Poursuivre la décentralisation de la DTF au niveau des provinces  |
| 95. Moderniser le classement et informatiser de la gestion des dossiers au niveau des greffes et de la direction des titres fonciers | op |   |   | 50% |   |   | La numérisation des dossiers de la DTF a été faite avec l'appui de la GIZ/PAGGF  |   |   | Poursuivre le processus de numérisation et classement des dossiers de la DTF  |
| 96. Mieux organiser la procédure d’arbitrage | op |   |   | 50% |   |   | cet aspect a été intégré dans le projet du code de procédure civile  |   |   | Accélérer le processus d'adoption du code de procédure  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **THEME 8:** |  |    |
| **Recommandations**  | **Type** | **Niveau de mise en œuvre**  | **Observations**  | **Evidence**  | **Défis**  | **Propositions** |
|   | 100% | 75% | 50% | 25% | 0% |   |   |   |  |
| 97. Création d’un Département Administratif et Financier au ministère de la justice  | op |   |   | 50% |   |   | Le nouveau décret organisant le Ministère de la Justice et de la protection civique prévoit un service chargé des finances  |   |   |   |
| 98. Création au sein du Ministère de la Justice d'un service de traitement des salaires du personnel de l'administration centrale du Ministère  | strat |   | 75% |   |   |   | La direction de l'organisation judicaire dispose d'un service du personnel chargé de cette question  |   |   |   |
| 99. Augmentation du budget alloué au Ministère de la Justice compte tenu de ses missions  | strat |   |   |   |   | 0% |  Avec l'appui de CORDAID et de l’OAG, des initiatives de plaidoyer pour l'augmentation du budget accordé au Ministère ont été entreprises  | étude sur l'état des lieux disponible  | Faible plaidoyer  | continuer le plaidoyer pour l'augmentation du budget alloué au Ministère de la Justice  |
| 100. Exclusion du budget alloué au ministère de la justice, des frais 101.d’indemnisation pour les jugements dont l’Etat est partie perdante | op |   |   |   |   | 0% |   |   | Faible plaidoyer au cours de la discussion budgétaire  | continuer le plaidoyer |
| 102. Mise en place, en collaboration avec les partenaires techniques et financiers d’un Budget d’affectations spéciales au Ministère de la Justice  | strat |   |   |   |   | 0% | La plupart des PTF se sont désengagés dans l'appui institutionnel  |   | structure de gestion financière au ministère à améliorer  | opérationnaliser le décret organisant le Ministère (service finances) |
| 103. Correction des disparités salariales au sein des services judiciaires  | strat |   |   |   | 25% |   | Le projet de statut des magistrats est en cours de finalisation  |   |   | Le statut des magistrats à intervenir devrait intégrer cet aspect  |
| 104. Mise en place d’une commission permanente de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des Etats généraux de la Justice. | strat | 100% |   |   |   |   | La commission est en place  | Mettre la référence de l'acte de désignation  |   | Opérationnaliser l'ordonnance conjointe sur les commissions  |

III. Conclusion Générale

Le Ministère de la Justice et de la Protection Civique se réjouit de constater que plus 53 % des recommandations ont été mises en œuvre à un taux satisfaisant (50 % et plus) soit 17 % des recommandations mises en œuvre totalement (100%), 11 % de recommandations mises en œuvre à 75% et 25 % des recommandations mises en œuvre à 50 %.

Au titre des facteurs de succès pouvant expliquer ce bilan positif, nous pouvons citer notamment le fait que la plupart des recommandations des Etats Généraux de la Justice ont été prises en compte dans la politique sectorielle du Ministère de la Justice 2016 – 2020, l’engagement des autorités politiques , des hauts cadres du Ministère de la Justice et de la magistrature ainsi que l’apport important des partenaires techniques et financiers qui sont restés aux cotés de population burundaise en général et du Ministère de la Justice en particulier .

Par contre, un nombre moins important de recommandations n’ont pas encore connu de début de mise en œuvre (30 %) au moment où 21% de recommandations ont connu seulement un début de mise en œuvre (sont à 25 % de mise en œuvre). Les lacunes de la loi en vigueur, les contraintes d’ordre budgétaire, le faible niveau de plaidoyer et d’initiatives de changement sont autant de facteurs pouvant expliquer cet état de fait. Par ailleurs, la mise en application de certaines recommandations implique au premier chef d’autres Ministères (sécurité Publique, Défense National, etc.).

Au niveau des prochaines étapes, le Ministère planifie de soumettre le présent rapport provisoire de l’évaluation des recommandations des EGJ à toutes les parties prenantes membres du groupe sectoriel Justice et Etat de Droit) pour exploitation, enrichissement et validation. Après cette séance de présentation et de validation, une feuille de route comportant des actions concrètes à mener dans le cadre de l’accélération de la mise en œuvre des recommandations non abordées jusqu’ici ou mises œuvre partiellement sera développée et présentés à toutes les parties prenantes pour appropriation . Les partenaires techniques et financiers seront invités à s’aligner pour accompagner la mise en œuvre de la feuille.

 FIN DU DOCUMENT